

Annexe A8-19

Garantie



Annexe A8-19 :

**PRINCIPES ET MODALITES DE MISE EN ŒUVRE DE LA  
GARANTIE DE BONNE EXECUTION**

**ENGAGEMENTS ET GARANTIES DE LA SOCIETE BOLLORE SA**

**ENTRE LES SOUSSIGNES :**

Le Syndicat Mixte AUTOLIB', dont la création a été autorisée par l'arrêté n°2009-192-1 du Préfet de la Région d'Ile-de-France préfet de Paris, ayant son siège au 16, rue de la Banque, représentée par Madame Annick LEPETIT, dûment habilitée aux fins des présentes suivant délibération en date du 16 décembre 2010, dont copie est jointe en Annexe A8-16 de la Concession,

ci-après dénommé le « **Concédant** »

*D'UNE PREMIERE PART,*

**ET**

AUTOLIB, Société par Actions Simplifiée au capital de 40.000 euros, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro 493.093.256 RCS NANTERRE, dont le siège social est situé 31/32 Quai de Dion BOUTON, 92800 Puteaux, représentée par Monsieur Gilles Alix, dûment habilité(e) aux fins des présentes par pouvoirs en date des 22 et 25 février 2011 ci-après dénommée le « **Concessionnaire** »

*D'UNE DEUXIEME PART,*

**ET**

BOLLORE, société anonyme au capital de 395.218.416 euros dont le siège social est à Odet, 29500 Ergué Gaberic, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro 055.804.124 RCS QUIMPER, représentée par Monsieur Gilles Alix, dûment habilité(e) aux fins des présentes par pouvoir en date du 25 février 2011

ci-après dénommée « **BOLLORE** » ou la « **société BOLLORE** »

*D'UNE TROISIEME PART,*

ensemble dénommées les « **Parties** »

*AL GW*

## INTRODUCTION

La société BOLLORE a remis le 4 juin 2010 au Syndicat Mixte Autolib' une offre portant sur une concession de service public pour la mise en place, la gestion et l'entretien d'un service d'automobiles électriques en libre service et d'une infrastructure de recharge de BLUECAR® (ci-après la « Concession »).

Dans le cadre des négociations qui s'en sont suivies, le Syndicat Mixte a demandé à la société BOLLORÉ, si son offre était retenue, de lui fournir des garanties financières destinées à garantir certains engagements majeurs que le Concessionnaire désigné par la société BOLLORÉ devrait respecter dans le cadre de l'exécution de la Concession.

La société BOLLORE a proposé au Syndicat Mixte Autolib', ce qu'il a accepté, que la garantie porte sur le fonctionnement des éléments clés du Service, le nombre de Stations réceptionnées ainsi que la disponibilité des BLUECAR® électriques aux dates clés spécifiées dans le contrat de Concession.

L'offre de la société BOLLORÉ ayant été définitivement retenue par le Concédant lors de la délibération du Comité du Syndicat Mixte Autolib' en date du 16 décembre 2010, laquelle délibération a approuvé le projet de Concession qui lui a été soumis et autorisé un de ses représentants à la signer au nom du Concédant, BOLLORÉ accepte en ce cas de garantir le Concessionnaire vis-à-vis du Concédant **pour un montant maximum de VINGT MILLIONS (20.000.000) d'Euros** en cas de non respect par le Concessionnaire de ses obligations décrites ci-après selon les termes et conditions spécifiés ci-dessous et de présenter la garantie le jour de la signature de la Concession par le Concédant et le Concessionnaire.

## ARTICLE 1 - CHAMPS DES GARANTIES

### 1.1- Définition:

Les termes et expressions ci-après ont, lorsqu'ils commencent par une lettre majuscule, la signification qui leur est attribuée ci-après (au singulier ou au pluriel). Les autres termes ou expressions ont la signification qui leur est attribuée à l'article 1 de la Concession, pour les besoins de l'interprétation et de l'exécution de la présente garantie :

1.1.1 « **Date de début de la Phase 1** » ou « **Date d'ouverture du Service** » : désigne le 272<sup>ème</sup> jour suivant la date de Notification sous réserve des dispositions de l'article 13 de la Concession..

1.1.2 « **Concessionnaire** » désigne la société AUTOLIB.

1.1.3 « **Concession** » : désigne la convention de concession et ses Annexes, pour la mise en place, la gestion et l'entretien d'un service d'automobiles électriques en libre service et d'une infrastructure de recharge de BLUECAR® de service public, conclue entre le Concédant et le Concessionnaire.

1.1.4 « **Fonctions clés du Service** » désigne ensemble les fonctions du service décrites ci-dessous :

- a) Les fonctions d'abonnement, de gestion du compte de l'Usager et de la facturation des services,

AL GH

**VERSION FINALE**

- b) Les fonctions de location et de réservation des BLUECAR®, et de places de stationnement
- c) Les fonctions de restitution des BLUECAR®;
- d) Les fonctions de charge des BLUECAR®, et des véhicules électriques non-BLUECAR® ' ou deux roues électriques;
- e) Les fonctions d'assistance du centre d'appel ;
- f) Les fonctions embarquées : gestion autonomie et guidage vers la station d'arrivée.

1.1.5 « **Objectifs clés du Service** » désigne les objectifs suivants poursuivis par les Fonctions Clés du service :

- a) Les fonctions figurant au a) du paragraphe 1.1.4 ont pour objectif principal, la délivrance des cartes d'abonnement à l'Usager et la gestion de l'abonnement ;
- b) les fonctions figurant au b) du paragraphe 1.1.4 ont pour objectif :
  - i. la location d'une BLUECAR® sur la borne de location d'une Station quelconque en service
  - ii. La réservation d'une BLUECAR® dans les conditions définies à la Concession
  - iii. la réservation d'une place de stationnement à l'arrivée dans les conditions prévues à la Concession
- c) les fonctions figurant au c) du paragraphe 1.1.4 ont pour objectif de rendre possible la restitution d'une BLUECAR® selon la procédure présentée dans l'Annexe A8-18 de la Concession ;
- d) les fonctions figurant au d) du paragraphe 1.1.4 ont pour objectif de permettre la recharge, selon la procédure présentée dans la Concession et ses Annexes, des BLUECAR®, des véhicules électriques non-BLUECAR® ou deux roues électriques qui disposent d'un abonnement; en particulier, l'un des objectifs est de vérifier que la connexion et la déconnexion de la prise de la BLUECAR® permet de débiter ou de stopper la location de la BLUECAR® .
- e) les fonctions figurant au e) du paragraphe 1.1.4 ont pour objectif de permettre de contacter le centre d'assistance pour des appels d'urgence effectués soit depuis la BLUECAR®, soit depuis la borne de location.
- f) les fonctions figurant au f) du paragraphe 1.1.4 ont pour objectif de mesurer depuis la BLUECAR® l'état de charge et l'autonomie approximative des batteries ; les fonctions ont également pour objectif de permettre, par l'équipement embarqué, le guidage de la BLUECAR® vers la Station d'arrivée, choisie au moment de la réservation ou pendant le trajet.

1.1.6. « **Date de début de la Phase 2** » : désigne le 455<sup>ème</sup> jour suivant la date de Notification sous réserve des dispositions de l'article 13 de la Concession .

1.1.7 « **Phase test** » : désigne la période comprise entre le 212<sup>ème</sup> jour suivant la date de Notification et la veille de la Date d'ouverture du Service.

1.1.8 « **Station** » : signifie la Station ou l'Espace défini à l'article 5.1.1.1 de la Concession.



- 1.1.9 « **Syndicat Mixte** » ou « **Concédant** » désigne le Syndicat Mixte Autolib, autorité concédante et Partie à la Concession.
- 1.1.10 « **BLUECAR®** » désigne le véhicule électrique BLUECAR® (4 places – deux portes) que le Concessionnaire s'engage à mettre à disposition des Usagers, dans les conditions prévues par la Concession.

## 1.2- Étendue des garanties

- 1.2.1 Les engagements et les pénalités spécifiés dans le présent document sont appréciés par rapport aux dates clés mentionnées dans la Concession, à savoir, à la fin de la Phase test, à la Phase 1 et enfin à la Phase 2.
- 1.2.2 Les engagements du Concessionnaire, ainsi que les garanties qui y sont attachées sont donnés en fonction d'un nombre de quarante-cinq communes ayant adhéré au Syndicat Mixte et dont ce dernier a communiqué l'identité de celles-ci et le nombre et localisation de stations qu'elles ont retenues.

## ARTICLE 2 - NATURE DES GARANTIES

Les garanties données ci-dessous par la société BOLLORE ont pour objet de sécuriser les engagements suivants :

### 2.1 Engagements et garanties liés à la Phase test

- 2.1.1 Le Concessionnaire procédera durant la Phase test, sur environ 33 Stations qu'il aura réceptionnées et avec environ 66 BLUECAR® dont il disposera, aux essais relatifs au bon fonctionnement des Fonctions clés du Service qui doivent permettre de réaliser les Objectifs Clés du Service.
- 2.1.2 Le dernier jour de la Phase test, le Concessionnaire et le Concédant se réuniront aux fins de consigner dans un procès-verbal signé contradictoirement l'atteinte ou non des Objectifs Clés du Service.
- 2.1.3 Si le dernier jour de la Phase test, le procès-verbal confirme que les Fonctions clés du Service permettent de remplir l'ensemble des Objectifs clés du Service, la société BOLLORE ne sera redevable d'aucune pénalité.
- 2.1.4 Dans l'hypothèse d'anomalies consignées dans le procès-verbal qui font apparaître que les Fonctions clés du Service ne permettent pas de remplir l'ensemble des Objectifs clés du Service, le Concessionnaire ne pourra ouvrir le service à la Date d'ouverture du service (Date de début de la Phase 1). Dans ce cas, la société BOLLORE sera redevable au Concédant d'une pénalité forfaitairement fixée à **DEUX MILLIONS (2.000.000) EUROS**.

### 2.2 Engagements et garanties liés à la Phase 1

Le Concessionnaire peut être confronté à deux situations distinctes.

- Soit, celle dans laquelle les Fonctions clés du service remplissent les Objectifs clés du service à la date de début de la Phase 1. En ce cas, les Parties vérifieront que le

AL GY

**VERSION FINALE**

Concessionnaire a rempli ses engagements en termes de mise à disposition d'un nombre minimum de BLUECAR® et de Stations à la date de début de la Phase 1 comme indiqué au paragraphe 2.2.1.1.

- Soit, celle dans laquelle les Fonctions clés du service ne remplissent pas les Objectifs clés du service à la date de début de la Phase 1. En ce cas, le Concessionnaire devra prendre les mesures pour y parvenir. S'il y parvient, les Parties vérifieront, à cette date, que le Concessionnaire a rempli ses engagements en termes de mise à disposition d'un nombre minimum de BLUECAR® et de Stations à la date de début de la Phase 1 comme indiqué au paragraphe 2.2.1.1.

Les pénalités décrites dans le présent article 2.2 sont applicables durant la période débutant à la Phase 1 et s'achevant à la date de début de la Phase 2.

**2.2.1 Situation dans laquelle les Fonctions clés du Service permettent de remplir l'ensemble des Objectifs clés du Service à la date de début de la Phase 1**

- 2.2.1.1. Si le procès-verbal mentionné à l'article 2.1.3 ci-dessus confirme que les Fonctions clés du Service permettent de remplir l'ensemble des Objectifs clés du Service, le Concessionnaire s'engage alors à ce qu'à la Date de Début de la Phase 1, le service AUTOLIB' dispose d'au moins deux cent cinquante (250) BLUECAR® et qu'il ait été réceptionné au moins deux cent cinquante (250) Stations sous les réserves spécifiées à l'article 4.
- 2.2.1.2 Les Parties se réuniront à la Date d'ouverture du service, afin de constater si les engagements figurant au point 2.2.1.1 ci-avant ont été remplis. Elles consigneront dans un procès-verbal signé contradictoirement le respect ou non des engagements.
- 2.2.1.3 Si les engagements figurant au point 2.2.1.1 ci-avant concernant le nombre de BLUECAR® et le nombre de Stations n'étaient pas respectés, la société BOLLORE serait alors redevable envers le Concédant des pénalités journalières spécifiées au paragraphe 3.3.1 jusqu'à ce que le Concessionnaire ait rempli lesdits engagements.
- 2.2.1.4 Lorsqu'en suite des mesures prises par le Concessionnaire, ce dernier remédie au non respect des engagements figurant au point 2.2.1.1 ci-dessus, il le notifie au Concédant par lettre recommandée avec accusé de réception, par lettre au porteur contre récépissé ou par télécopie, ou courriel dont la réception aura été confirmée par le Concédant. Cette notification inclura une proposition de date de réunion afin que le Concédant confirme le respect desdits engagements. Cette confirmation sera matérialisée par la signature par les Parties d'un procès-verbal.
- 2.2.1.5 La notification du respect de ses engagements effectuée par le Concessionnaire conformément au point 2.2.1.4 ci-avant suspend l'application des pénalités journalières. Si le procès-verbal confirme le respect de ceux-ci, les pénalités figurant aux dispositions du paragraphe 3.3.1 ne seront calculées que jusqu'à la date de notification par le Concessionnaire au Concédant du respect de ses engagements. Si le procès-verbal ne confirme pas leur bon respect, les pénalités continuent à être applicables jusqu'à ce que les engagements soient enfin respectés et

AL GA


**VERSION FINALE**

que cela soit confirmé par un procès-verbal contradictoirement établi par les Parties.

- 2.2.1.6 Le montant des pénalités pouvant être imputé à la société BOLLORE au titre des clauses 2.2.1 est plafonné à la somme de **DIX MILLIONS (10.000.000) euros**.

2.2.2 Situation dans laquelle les Fonctions clés du Service ne permettent pas de remplir l'ensemble des Objectifs clés du Service à la date de début de la Phase 1

- 2.2.2.1 Si le procès-verbal mentionné à l'article 2.1.4 ci-dessus confirme que les Fonctions clés du Service ne permettent pas de remplir l'ensemble des Objectifs clés du Service à la date de début de la Phase 1, la société BOLLORE sera redevable, à compter de la Date de Début de la Phase 1, d'une pénalité journalière dont le montant et le calcul figurent au paragraphe 3.3.2. Cette pénalité est complémentaire à celle figurant au paragraphe 2.1.4.
- 2.2.2.2 Lorsqu'en suite des mesures prises par le Concessionnaire pour remédier au non respect de ses engagements, les Fonctions clés du Service sont en mesure de remplir l'ensemble des Objectifs clés du Service, le Concessionnaire le notifie au Concédant par lettre recommandée avec accusé de réception, par lettre au porteur contre récépissé ou par télécopie, ou courriel dont la réception aura été confirmée par le Concédant. Cette notification inclura une proposition de date de réunion afin que le Concédant confirme l'atteinte des Objectifs clés. Cette confirmation sera consignée dans un procès-verbal signé contradictoirement par les Parties.
- 2.2.2.3 La notification spécifiée au paragraphe 2.2.2.2 suspend l'application des pénalités journalières. Si le procès-verbal confirme que les Fonctions clés du Service sont en mesure de remplir l'ensemble des Objectifs clés du Service, les pénalités spécifiées au paragraphe 2.2.2.1 ne seront calculées que jusqu'à la date de la notification de l'atteinte des Objectifs clés du Service faite par le Concessionnaire au Concédant conformément aux dispositions du paragraphe 2.2.2.2. Si le procès-verbal ne confirme pas leur bon respect, les pénalités continuent à être applicables jusqu'à ce que les engagements soient enfin respectés et que cela soit confirmé par un procès-verbal contradictoirement établi par les Parties.
- 2.2.2.4 Si le procès-verbal spécifié au paragraphe 2.2.2.2 confirme que les Fonctions clés du Service permettent de remplir l'ensemble des Objectifs clés du Service, la société BOLLORE s'engage alors à ce qu'à la date de signature dudit procès-verbal, le service AUTOLIB' dispose d'au moins deux cent cinquante (250) BLUECAR® et qu'il ait été réceptionné au moins deux cent cinquante (250) Stations sous les réserves spécifiées à l'article 4.
- 2.2.2.5 Les Parties se réuniront à la date de signature du procès-verbal spécifié au paragraphe 2.2.2.4, afin de constater si les engagements figurant audit paragraphe ont été remplis par le Concessionnaire. Elles consigneront dans un procès-verbal signé contradictoirement le respect ou non des engagements.





- 2.2.2.6 Si les engagements figurant au point 2.2.2.4 ci-avant concernant le nombre de BLUECAR® et de Stations n'étaient pas respectés, la société BOLLORE serait alors redevable envers le Concédant des pénalités journalières spécifiées au paragraphe 3.3.3 jusqu'à ce que le Concessionnaire ait rempli lesdits engagements.
- 2.2.2.7 Lorsqu'en suite des mesures prises par le Concessionnaire, ce dernier remédie au non respect des engagements figurant au point 2.2.2.4 ci-dessus concernant le nombre de BLUECAR® et de Stations, il le notifie au Concédant par lettre recommandée avec accusé de réception, par lettre au porteur contre récépissé ou par télécopie, ou courriel dont la réception aura été confirmée par le Concédant. Cette notification inclura une proposition de date de réunion afin que le Concédant confirme le respect desdits engagements. Cette confirmation sera matérialisée par la signature d'un procès-verbal contradictoirement établi par les Parties.
- 2.2.2.8 La notification du respect de ses engagements effectuée par le Concessionnaire conformément au point 2.2.2.7 ci-avant suspend l'application des pénalités journalières. Si le procès-verbal confirme le respect de ceux-ci, les pénalités spécifiées au paragraphe 2.2.2.6 ne seront calculées que jusqu'à la date de notification par le Concessionnaire du respect de ses engagements. Si le procès-verbal ne confirme pas leur bon respect, les pénalités continuent à être applicables jusqu'à ce que les engagements soient enfin respectés et que cela soit confirmé par un procès-verbal contradictoirement établi par les Parties.
- 2.2.2.9 Le montant des pénalités pouvant être imputé à la société BOLLORE au titre de la clause 2.2.2 est plafonné à la somme de **DIX MILLIONS (10.000.000) euros**.

### **2.3 Engagements et garanties liés à la Phase 2**

Le Concessionnaire peut être confronté à deux situations distinctes à la Date de Début de la Phase 2.

- Soit, celle dans laquelle les Fonctions clés du service remplissent les Objectifs clés du service à la date de début de la Phase 2. En ce cas, les Parties vérifieront que ce dernier a rempli ses engagements en termes de mise à disposition d'un nombre minimum de BLUECAR® et de Stations à la date de début de la Phase 2 comme indiqué au paragraphe 2.3.1.1.

- Soit, celle dans laquelle les Fonctions clés du service ne remplissent pas les Objectifs clés du service à la date de début de la Phase 2. En ce cas, le Concessionnaire devra prendre les mesures nécessaires pour y parvenir. S'il y parvient, les Parties vérifieront à cette date le respect des engagements évoqués au paragraphe ci-dessus en termes de nombre de BLUECAR® et de Stations.

Les pénalités décrites dans cet article sont applicables durant la période débutant à la date de début de la Phase 2 et s'achevant 182 jours après celle-ci, étant entendu que les jours de suspension d'application de cette garantie ne sont pas inclus dans ce décompte

AL GA

2.3.1 Situation dans laquelle les Fonctions clés du Service permettent de remplir l'ensemble des Objectifs clés du Service à la date de début de la Phase 2

- 2.3.1.1. Si le procès-verbal mentionné à l'article 2.1.3 ou 2.2.2.2 confirme que les Fonctions clés du Service permettent de remplir l'ensemble des Objectifs clés du Service à la date de début de la Phase 2, le Concessionnaire s'engage alors à ce qu'à la Phase 2, le Service AUTOLIB' dispose d'au moins mille sept cent quarante (1.740) BLUECAR® et qu'aient été réceptionnées au moins mille onze (1.011) Stations sous les réserves spécifiées à l'article 4.
- 2.3.1.2 Les Parties se réuniront à la date de début de la Phase 2, afin de constater si les engagements figurant au point 2.3.1.1 ci-avant concernant le nombre de BLUECAR® et de Stations ont été remplis. Elles consigneront dans un procès-verbal signé contradictoirement le respect ou non des engagements.
- 2.3.1.3 Si les engagements figurant au point 2.3.1.1 ci-avant concernant le nombre de BLUECAR® et de Stations n'étaient pas respectés, la société BOLLORE serait alors redevable envers le Concédant des pénalités journalières spécifiées au paragraphe 3.3.4 jusqu'à ce que le Concessionnaire ait rempli lesdits engagements.
- 2.3.1.4 Lorsqu'en suite des mesures prises par le Concessionnaire, ce dernier remédie au non respect des engagements figurant au point 2.3.1.1 ci-dessus concernant le nombre de BLUECAR® et de Stations, il le notifie au Concédant par lettre recommandée avec accusé de réception, par lettre au porteur contre récépissé ou par télécopie, ou courriel dont la réception aura été confirmée par le Concédant. Cette notification inclura une proposition de date de réunion afin que le Concédant confirme le respect desdits engagements. Cette confirmation sera matérialisée par la signature d'un procès-verbal.
- 2.3.1.5 La notification du respect de ses engagements effectuée par le Concessionnaire conformément au point 2.3.1.4 ci-avant suspend l'application des pénalités journalières. Si le procès-verbal confirme le respect de ceux-ci, les pénalités spécifiées au paragraphe 3.3.4 ne seront calculées que jusqu'à la date de notification par le Concessionnaire au Concédant du respect de ses engagements. Si le procès-verbal ne confirme pas leur bon respect, les pénalités continuent à être applicables jusqu'à ce que les engagements soient enfin respectés et que cela soit confirmé par un procès-verbal contradictoirement établi par les Parties.
- 2.3.1.6 Le montant des pénalités applicable à la société BOLLORE au titre des clauses 2.3.1 est plafonné globalement à la somme de **HUIT MILLIONS (8.000.000) euros**.

2.3.2 Situation dans laquelle les Fonctions clés du Service n'ont pas permis de remplir l'ensemble des Objectifs clés du Service à la date de début de la Phase 2

- 2.3.2.1 Si les Fonctions clés du Service ne permettent pas de remplir l'ensemble des Objectifs clés du Service à la date de début de la Phase 2, la société BOLLORE sera redevable au Concédant, à compter de la Phase 2, d'une

*VERSION FINALE*

pénalité journalière dont le montant et le calcul figurent au paragraphe 3.3.5. Cette pénalité est complémentaire à celle figurant au paragraphe 2.1.4 et à celle figurant au paragraphe 2.2.2.1.

- 2.3.2.2 Lorsqu'en suite des mesures prises par le Concessionnaire, les Fonctions clés du Service sont en mesure de remplir l'ensemble des Objectifs clés du Service, le Concessionnaire le notifie au Concédant par lettre recommandée avec accusé de réception, par lettre au porteur contre récépissé ou par télécopie, ou courriel dont la réception aura été confirmée par le Concédant. Cette notification inclura une proposition de date de réunion afin que le Concédant confirme l'atteinte des Objectifs clés. Cette confirmation sera consignée dans un procès-verbal signé contradictoirement par les Parties.
- 2.3.2.3 La notification spécifiée au paragraphe 2.3.2.2 ci-dessus qui a été effectuée par le Concessionnaire au Concédant conformément aux dispositions du paragraphe précité suspend l'application des pénalités journalières. Si le procès-verbal confirme que les Fonctions clés du Service sont en mesure de remplir l'ensemble des Objectifs clés du Service, les pénalités spécifiées au paragraphe 2.3.3.1 ne seront calculées que jusqu'à la date de la notification de l'atteinte des Objectifs clés du Service faite par le Concessionnaire conformément aux dispositions du paragraphe 2.3.2.2. Si le procès-verbal ne confirme pas leur bon respect, les pénalités continuent à être applicables jusqu'à ce que les engagements soient enfin respectés et que cela soit confirmé par un procès-verbal contradictoirement établi par les Parties.
- 2.3.2.4 Si le procès-verbal spécifié au paragraphe 2.3.2.2 confirme que les Fonctions clés du Service permettent de remplir l'ensemble des Objectifs clés du Service, le Concessionnaire s'engage alors à ce qu'à la date de signature du procès-verbal, le Service AUTOLIB' dispose d'au moins mille sept cent quarante (1.740) BLUECAR® et qu'aient été réceptionnées au moins mille onze (1.011) Stations sous les réserves spécifiées à l'article 4.
- 2.3.2.5 Les Parties se réuniront à la date de signature du procès-verbal spécifiée au paragraphe 2.3.2.4, afin de constater si les engagements figurant au point 2.3.2.4 ci-avant concernant le nombre de BLUECAR® et de Stations ont été remplis. Elles consigneront dans un procès-verbal signé contradictoirement le respect ou non de ces engagements.
- 2.3.2.6 Si les engagements figurant au point 2.3.2.4 ci-avant concernant le nombre de BLUECAR® et de Stations n'étaient pas respectés, la société BOLLORE serait alors redevable envers le Concédant des pénalités journalières spécifiées au paragraphe 3.3.6 jusqu'à ce que le Concessionnaire ait rempli lesdits engagements.
- 2.3.2.7 Lorsqu'en suite des mesures prises par le Concessionnaire, ce dernier remédie au non respect des engagements figurant au point 2.3.2.4 ci-dessus, il le notifie au Concédant par lettre recommandée avec accusé de réception, par lettre au porteur contre récépissé ou par télécopie, ou courriel dont la réception aura été confirmée par le Concédant. Cette notification inclura une proposition de date de réunion afin que le Concédant confirme

*BL BR*

## VERSION FINALE

le respect desdits engagements. Cette confirmation sera matérialisée par la signature d'un procès-verbal.

- 2.3.2.8 La notification du respect de ses engagements, effectuée par le Concessionnaire conformément au point 2.3.2.7 ci-avant, suspend l'application des pénalités journalières. Si le procès-verbal confirme le respect de ceux-ci, les pénalités spécifiées au paragraphe 3.3.6 ne seront calculées que jusqu'à la date de notification par le Concessionnaire au Concédant du respect de ses engagements. Si le procès-verbal ne confirme pas leur bon respect, les pénalités continuent à être applicables jusqu'à ce que les engagements soient enfin respectés et que cela soit confirmé par un procès-verbal contradictoirement établi par les Parties.
- 2.3.2.9 Le montant des pénalités pouvant être imputé à la société BOLLORE au titre de la clause 2.3.2 est plafonné à la somme de **HUIT MILLIONS (8.000.000) euros**.

### ARTICLE 3 - CALCUL ET MONTANT DES PÉNALITÉS

- 3.1 En cas de retard dans l'exécution des engagements pris au titre de l'article 2 du présent document, la société BOLLORE reconnaît le droit au Concédant de l'astreindre de manière discrétionnaire au paiement des pénalités de retard prévues.
- 3.2 L'application de ces pénalités ne pourra toutefois avoir lieu que QUINZE (15) jours ouvrés après l'envoi d'une lettre au Concessionnaire et à la société BOLLORE par le Concédant précisant que ce dernier entend faire jouer la présente clause. La société BOLLORE disposera d'un délai maximum de cinq (5) jours ouvrés à compter de la réception de la lettre du Concédant pour effectuer le paiement de la pénalité.

Le Concédant disposera d'un délai de 365 jours calendaires à compter du fait générateur de l'application de chacune des pénalités spécifiées aux articles 2.1.4, 2.2.1.6, 2.2.2.9, 2.3.1.6 et 2.3.2.9 pour notifier au Concessionnaire l'actionnement de la garantie et le paiement de la pénalité à laquelle elle se rapporte ; toute demande notifiée au-delà du délai de 365 jours précité sera caduque.

- 3.3 Les pénalités mentionnées à l'article 2 seront calculées selon les principes suivants, étant entendu que lors de la Phase de test, les pénalités sont égales à un montant forfaitaire unique de DEUX MILLIONS (2.000.000) EUROS:

3.3.1 Pénalités journalières applicables au regard du paragraphe 2.2.1.3 : Situation dans laquelle les Fonctions clés du Service permettent de remplir l'ensemble des Objectifs clés du Service à la date de début de la Phase 1. Les Parties examinent à la date de début de la Phase 1 si le nombre de BLUECAR® et de Stations est respectivement de 250.

- Cas où le nombre de BLUECAR® n'aurait pas atteint à la Phase 1 le nombre minimal figurant à l'article 2.2.2.1

$$Pv1 = [(Max1 / 2) / INTP1] / Nv1 = 109,29 \text{ euros}$$

- Cas où le nombre de Stations n'aurait pas atteint à la Phase 1 le nombre minimal figurant à l'article 2.2.2.1

*AL GW*

$$Ps1 = [(Max1 / 2) / INTP1] / Ns1 = 109,29 \text{ euros}$$

- 3.3.2 Pénalités journalières applicables au regard du paragraphe 2.2.2.1 : Situation dans laquelle les Fonctions clés du Service ne permettent pas de remplir l'ensemble des Objectifs clés du Service à la date de début de la Phase 1. La pénalité journalière ci-dessous couvre le retard du fonctionnement des Fonctions Clés du Service.

$$P1 = Max1 / INTP1 = 54\,644,80 \text{ euros}$$

- 3.3.3 Pénalités journalières applicables au regard du paragraphe 2.2.2.6: Situation dans laquelle les Fonctions clés du Service n'ont permis de remplir l'ensemble des Objectifs clés du Service que postérieurement à la date de début de la Phase 1. Les Parties examinent à la date à laquelle les Fonctions Clés du service sont remplies si le nombre de BLUECAR® et de Stations est respectivement de 250.

$$Pv1 = [(Max1 / 2) / INTP1] / Nv1 = 109,29 \text{ euros}$$

$$Ps1 = [(Max1 / 2) / INTP1] / Ns1 = 109,29 \text{ euros}$$

**NB.** Le nombre de jours de retard des BLUECAR® et/ou des stations est pris en compte à partir du jour de l'ouverture du service de la phase concernée.

- 3.3.4 Pénalités applicables au regard du paragraphe 2.3.1.3 : Situation dans laquelle les Fonctions clés du Service permettent de remplir l'ensemble des Objectifs clés du Service à la date de début de la Phase 2. Les Parties examinent à la date de début de la Phase 2 si le nombre de BLUECAR® est d'au moins 1.740 et si le nombre de Stations est d'au moins 1.011.

- Cas où le nombre de BLUECAR® n'aurait pas atteint à la Phase 2 le nombre minimal figurant à l'article 2.3.1.1.

$$Pv2 = [(Max2 / 2) / INTP2] / Nv2 = 12,63 \text{ euros}$$

- Cas où le nombre de Stations n'aurait pas atteint à la Phase 2 le nombre minimal figurant à l'article 2.3.1.1.

$$Ps2 = [(Max2 / 2) / INTP2] / Ns2 = 21,74 \text{ euros}$$

- 3.3.5 Pénalités applicables au regard du paragraphe 2.3.2.1 : Situation dans laquelle les Fonctions clés du Service ne permettent pas de remplir l'ensemble des Objectifs clés du Service à la date de début de la Phase 2. La pénalité journalière ci-dessous couvre le retard du fonctionnement des Fonctions Clés du Service.

$$P2 = Max2 / INTP2 = 43\,956,04 \text{ euros}$$

- 3.3.6 Pénalités applicables au regard du paragraphe 2.3.2.6 : Situation dans laquelle les Fonctions clés du Service n'ont permis de remplir l'ensemble des Objectifs clés du Service que postérieurement à la Phase 2. Les Parties examinent à la date à laquelle les Fonctions Clés du service sont remplies si le nombre de

**VERSION FINALE**

BLUECAR® est d'au moins 1.740 et si le nombre de Stations est d'au moins 1.011.

$Pv2 = [(Max2 / 2) / INTP2] / Nv2 = 12,63$  euros

$Ps2 = [(Max2 / 2) / INTP2] / Ns2 = 21,74$  euros

**NB.** Le nombre de jours de retard des BLUECAR® et/ou des stations est pris en compte à partir du jour de l'ouverture du service de la phase concernée.

Définitions :

<b>P1</b>	représente la pénalité applicable par jour de retard de démarrage du service à la phase 1
<b>P2</b>	représente la pénalité applicable par jour de retard de démarrage du service à la phase 2
<b>Pv1</b>	représente la pénalité applicable par jour de retard et par BLUECAR® à la phase 1
<b>Pv2</b>	représente la pénalité applicable par jour de retard et par BLUECAR® à la phase 2
<b>Ps1</b>	représente la pénalité applicable par jour de retard et par Station à la phase 1
<b>Ps2</b>	représente la pénalité applicable par jour de retard et par Station à la phase 2
<b>Max1</b>	représente le plafond de pénalités applicable, soit 10.000.000 EUROS
<b>Max2</b>	représente le plafond de pénalités applicable, soit 8.000.000 EUROS
<b>INTP1</b>	représente le nombre de jours entre le début de la Phase 1 et le début de la phase 2, soit. 183.
<b>INTP2</b>	représente le nombre de jours entre le début de la Phase 2 et la fin de période des engagements financiers, soit 182 jours.
<b>Nv1</b>	représente le nombre de BLUECAR® nécessaires pour atteindre le minimum requis à l'article 2.2.2.1. 250 BLUECAR® au début de la Phase 1.
<b>Nv2</b>	représente le nombre de BLUECAR® nécessaires pour atteindre le minimum requis à l'article 2.2.2.1. 1740 BLUECAR® au début de la Phase 2
<b>Ns1</b>	représente le nombre de Stations nécessaires pour atteindre le minimum requis à l'article 2.2.2.1. 250 Stations au début de la Phase 1
<b>Ns2</b>	représente le nombre de Stations nécessaires pour atteindre le minimum requis à l'article 2.2.2.1. 1011 Stations au début de la Phase 2.

**ARTICLE 4 - CAS D'EXCLUSION DE LA GARANTIE**

**4.1- Force majeure**

4.1.1 Outre les événements habituellement retenus par la jurisprudence française en cas de force majeure, les obligations de la société BOLLORÉ et du Concessionnaire seront



automatiquement suspendues dans les hypothèses d'événements indépendants de leur fait et de leur volonté empêchant l'exécution normale des engagements pris, tels que :

- 4.1.1.1 les journées d'intempéries affectant la réalisation des travaux des Stations. Sont comptées comme journées d'intempéries, celles où le travail est arrêté, conformément aux dispositions de la loi n° 46-2299 du 21 octobre 1946, et de ses modificatifs éventuels (article L.5424-8 du Code du travail). Sont en outre comptées comme journées d'intempéries celles pour lesquelles une impossibilité technique découlant des intempéries a été constatée par le Concessionnaire, et notamment dans le cas où les conditions d'accès ou le respect des règles élémentaires de sécurité ne peuvent être normalement assurés.
- 4.1.1.2 les jours de grève générale de la Profession des Travaux Publics ou des corps d'état ou services publics dont les travaux de la Profession dépendent, au lieu d'exécution des travaux, à l'exclusion des jours de grève propres au sous-traitant VRD.
- 4.1.1.3 les grèves de transporteurs affectant la livraison des BLUECAR®.
- 4.1.1.4 les embargos, interdiction d'exporter les matériaux et composants nécessaires à la fabrication des batteries équipant les BLUECAR®.
- 4.1.2 Le Concessionnaire ou la société BOLLORE constatant l'événement devra sans délai informer le Concédant de son impossibilité à exécuter ses engagements et s'en justifier auprès de celui-ci. La suspension des obligations du Concessionnaire ou de la société BOLLORE, justifiée par un tel événement ne pourra en aucun cas être considérée par le Concédant comme une cause de responsabilité du Concessionnaire ou de la société BOLLORE pour non-exécution de l'obligation en cause, ni induire le versement de dommages et intérêts ou pénalités de retard.
- 4.1.3 Cependant, dès la disparition de la cause de la suspension de son obligation, le Concessionnaire et la société BOLLORE feront tous leurs efforts pour reprendre le plus rapidement possible l'exécution normale de ses obligations contractuelles et engagements. A cet effet, chaque partie avertira l'autre de la reprise de son obligation ou de la fin de l'empêchement ayant justifié la suspension de l'obligation, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou tout acte extrajudiciaire.

## **4.2 Défaut d'Autorisation**

### **4.2.1 Autorisations administratives pour la réalisation des Stations**

- 4.2.1.1 Le Concessionnaire a prévu de déposer les dossiers d'autorisation de réalisation des Stations par séries comprises entre 100 et 150 chantiers par mois pendant toute la période de déploiement. La série comprise entre 100 et 150 dossiers de demandes d'autorisations de projet sera remise aux autorités compétentes et une copie de ces dossiers sera remise au Guichet Unique, en vue de leur instruction conjointe par les diverses administrations chargées de délivrer les autorisations.
- 4.2.1.2 Dans l'hypothèse où le Concessionnaire ne pourrait obtenir pour un fait ne lui étant pas imputable, pour la réalisation d'une ou plusieurs Stations,

## **VERSION FINALE**

l'autorisation de projet et l'autorisation d'intervention dans un délai de huit semaines à compter de la date de dépôt du dossier d'autorisation auprès des autorités compétentes, aucune pénalité ne sera due par la société BOLLORE au Concédant pendant le temps nécessaire au-delà de huit semaines pour l'obtention des autorisations et pendant le temps raisonnable pour la reprogrammation des travaux si les engagements de réalisation et de réception du nombre de Stations à la Phase 1 et à la Phase 2 ne pouvaient être tenus de ce chef.

### **4.2.2 Autorisation(s) de la Commission Nationale Informatique et Liberté**

Dans l'hypothèse où le Concessionnaire ne pourrait obtenir de la CNIL pour la Phase de test, la Phase 1 ou 2, les autorisations ou dérogations nécessaires au fonctionnement et à l'utilisation d'une ou des Fonctions Clés du Service pour des raisons ne lui étant pas imputables, dans les conditions précisées à l'article 6.2 de la Concession, les dates auxquelles les engagements du Concessionnaire directement impactés par le retard ou le refus d'autorisation ou de dérogations devaient être remplis au titre des présentes garanties seront prorogées jusqu'à obtention des dites autorisations et dérogations. Il est entendu que la société BOLLORE et le Concessionnaire ne seront redevables au Concédant d'aucune pénalité durant cette prorogation pour le non respect des obligations ainsi empêchées.

### **4.3 Autres situations**

Il est entendu que les garanties données par la société BOLLORE ne peuvent être actionnées que pour des faits et engagements imputables au seul Concessionnaire telle que cette imputabilité et responsabilité résultent de la Concession.

## **ARTICLE 5- ENTREE EN VIGUEUR ET DURÉE DE LA GARANTIE**

Les présents engagements et garanties figurant dans le présent document entreront en vigueur à la date de Notification de la Concession au Concessionnaire par le Concédant et prendront fin automatiquement de plein droit sans aucune formalité à l'expiration anticipé ou non de la Concession.

Pour la société BOLLORE



Pour le Concessionnaire



Pour le Syndicat Mixte Autolib'

